

Sous les pavés la terre

Agriculture. A Detroit, ville fantôme et sinistrée par le déclin de l'automobile, des habitants tentent une reconversion dans l'«urban farming», où la culture des lopins s'étend aux friches industrielles et immobilières.

Par MARIA PIA MASCARO DETROIT, envoyée spéciale

Le lieu est un symbole à Detroit : l'intersection des rues Lindwood et Gladstone, à l'ouest de la ville. C'est là qu'en 1967 avaient démarré les violentes émeutes raciales qui avaient endeuillé la ville et terni sa réputation auprès d'une population blanche qui a ensuite pris la poudre d'escampette pour les lointaines banlieues. C'est également là que l'association Urban Farming (Agriculture urbaine) entretient son plus grand jardin potager communautaire, de la taille d'un stade de foot, face aux ruines de deux immeubles dont les façades éventrées sont encore noircies par les flammes comme si les affrontements avaient eu lieu la veille.

Urban Farming a été lancée en 2005 par Taja Sevelle, la chanteuse soul originaire de Minneapolis, à qui Prince avait offert un contrat d'enregistrement dans les années 80. Vivant depuis quelques années entre Detroit, New York et Los Angeles, elle dit avoir été effarée par le degré de misère de «Motor City» qui, malgré les annonces de renaissance à répétition, n'en finit pas de souffrir du déclin de son industrie automobile. «Les gens ne prennent pas la mesure de l'étendue de la pauvreté ici. Il y a des familles qui ne mangent pas à leur faim tous les jours», dit-elle en montrant la terre retournée de Gladstone prête à recevoir les premières semences de la saison.

Bénévoles. L'expérience a démarré avec trois jardins et 5 000 dollars. Aujourd'hui, l'association se flatte de gérer plus de 500 jardins sur 65 sites répartis dans la ville. Les jardiniers sont tous des bénévoles qui se relaient par groupes de deux à raison de deux fois par semaine au moins. La taille moyenne d'un jardin est d'environ 100 mètres carrés. Les fruits et légumes récoltés sont distribués entre les membres de l'association. Mais Taja Sevelle met un point d'honneur à autoriser le libre accès à ses plates-bandes à qui en a besoin. Pas de clôture ou de haies autour de ces potagers urbains. «Les gens dans le besoin ont souvent honte de demander, ici ils n'ont qu'à se servir, nous ne posons aucune question», poursuit Taja.

Son objectif est tout simplement d'«enrayer la faim dans le monde». L'agriculture urbaine, elle en est convaincue, est l'un des moyens d'y parvenir en poussant les villes vers l'autosuffisance alimentaire. Elle s'emploie du reste à promouvoir les bienfaits d'un «aménagement comestible» du territoire aux quatre coins du pays. Elle a déjà aidé au démarrage d'une centaine de jardins dans plusieurs villes américaines, dont Los Angeles et New York. Un projet de collaboration est en route à La Nouvelle-Orléans.

Classeurs de fiches. Taja Sevelle n'est pas seule dans son combat. Avant elle, des dizaines d'associations à Detroit - dont plusieurs regroupées sous le collectif Garden Ressources créé en 2003 - ont fait de l'agriculture urbaine leur cheval de bataille. Il est vrai qu'avec ses milliers de terrains inoccupés, laissés à l'abandon pour la plupart, Detroit est le lieu rêvé pour une pareille expérimentation. La ville compte plus de 100 kilomètres carrés de terrains en friche, soit environ 30 % de sa surface totale ou l'équivalent de San Francisco.

Outre les 800 jardins qu'il gère, le collectif Garden Ressources dispense également des cours de jardinage et distribue des graines à ses membres tout au long de l'année pour 10 dollars (7 euros). Ses bénévoles viennent de toutes les classes sociales, se félicite Ashley Atkinson, directrice de Greening Detroit, l'une des associations fondatrices de Garden Ressources.

Depuis trois ans, Garden Ressources a également ouvert un marché aux légumes et produits frais pour permettre à ses membres d'y écouler leurs récoltes. Diane Morris fait partie de ses bénévoles devenue militante en trois petites années. Pour cette chômeuse de 50 ans, licenciée d'une chaîne de supermarchés après onze ans de service, le jardinage a été la planche de salut «pour ne pas tourner en rond du matin au soir», dit-elle, en montrant avec fierté l'épais classeur où sont rangées par thèmes les leçons d'agriculture urbaine qu'elle suit assidûment depuis le début de l'hiver. Il y a les sujets évidents : «Connaissance des fruits, connaissance de votre sol, préparation des semences». Et puis, plus surprenants, viennent les chapitres «Organiser votre communauté», «Planifier vos gains».

Diane Morris reconnaît que les profits de la vente de ses produits sont encore modestes - une cinquantaine de dollars par semaine - mais elle compte rapidement transformer son hobby en gagne-pain. Elle a convaincu une église de son quartier de lui laisser cultiver un immense terrain en friche avec des bénévoles. Le projet est ambitieux. La surface qu'elle convoite dépasse largement la taille d'un stade de football. Mais elle ne manque pas de détermination. «Plusieurs personnes m'ont aidé à cultiver le lopin que j'entretiens depuis trois ans», dit-elle.

Trois ruches. Frank Donner et sa femme Jodi se sont eux aussi laissés prendre par le virus de la bêche. Tous deux instituteurs, ils cultivent leur potager derrière leur maison et participent surtout à l'entretien du jardin communautaire du quartier. Une partie des récoltes sert à leur consommation, le reste part sur les marchés du samedi. «Nous avons touché 500 dollars par personne la saison dernière, mais il y a du potentiel», confie Frank, qui compte racheter le lotissement vacant jouxtant le sien pour augmenter sa production. Il a également installé trois ruches qui lui ont donné 25 kilos de miel la saison dernière. Le couple envisage de tirer une partie substantielle de ses revenus de ces nouvelles activités. Jodi parle même de lâcher son job à l'automne.

«Le potentiel est là, confirme Ashley Atkinson, des dizaines de commerçants et de restaurateurs sont déjà clients et souhaiteraient plus de produits locaux, il faut juste que la ville accepte de passer à la vitesse supérieure.»

La vitesse supérieure ? Accepter d'octroyer des terrains plus grands à ces fermiers urbains. Pour l'instant, la mairie «tolère» cette nouvelle activité économique. «Nous accordons aux particuliers des permis d'un an, renouvelables», explique Marge Winters, adjointe du directeur de l'aménagement du territoire à la mairie. «Mais nous tenons à nous réserver le droit de récupérer les terrains s'ils intéressent des investisseurs».

Cette politique du cas par cas pourrait cependant rapidement changer avec la pression de groupes comme Greening Detroit, qui réclament qu'une plus grande partie du territoire soit rendue à l'exploitation agricole et surtout depuis que des privés promettent d'investir dans cette nouvelle révolution agricole. «Detroit est à la pointe du mouvement», exulte Ashley Atkinson, qui dit répondre à des dizaines de médias nationaux tous les mois.

Un financier de Detroit, Joe Hantz, vient d'annoncer le projet de création de la première grande exploitation agricole commerciale, Hantz Farm. «Nous avons recensé près de 28 hectares de terrains que nous souhaitons cultiver dès la saison prochaine», explique Matt Allen, le directeur du projet, qui attend désormais le feu vert de la ville. «Nous espérons pouvoir racheter les terrains

appartenant à la ville à un prix symbolique, et ceux des particuliers au prix du marché», poursuit-il.

Table ronde. «Le projet est à l'étude, nous devons encore nous pencher sur sa faisabilité», commente Marge Crawford, tout en reconnaissant que la municipalité est en effet sous pression pour être plus libérale et lâcher du lest dans l'utilisation de ses terres. Ainsi, elle a engagé un vaste recensement des terrains qu'elle pourrait mettre à disposition pour des exploitations agricoles, individuelles ou commerciales. «Cette ville a été construite pour plus de 2 millions d'habitants dans les années 50, nous ne sommes plus que 900 000 aujourd'hui, plaide Matt Allen. Et nous avons un argument financier. Nous créerons des centaines d'emplois, une cinquantaine à l'année, le reste sous forme saisonnière.»

L'enthousiasme pour l'agriculture urbaine n'est pas passé inaperçu des politiques. Le Département de l'agriculture a offert des bourses au collectif Detroit Agricultural Network. Et, il y a quinze jours, l'administration Obama a tenu une table ronde sur le sujet en y invitant l'un des leaders du mouvement, Mike Allen, directeur de Growing Power, dans le Wisconsin. «C'est une excellente nouvelle, jubile Marge Power, nous savons que cette administration est intéressée par l'agriculture urbaine, elle a même prévu de l'argent pour ce type de projet dans son plan de relance de l'économie.»

+

«Un ciment social et une chaîne d'emplois»

Interview

Economie. Mike Score, universitaire, recense les enjeux :
Par MARIA PIA MASCARO

Mike Score est conseiller en innovations agricoles à l'université du Michigan.
Comment expliquez-vous la percée de l'agriculture urbaine ?

Elle s'explique par l'intérêt des citoyens pour des produits alimentaires de circuit court. Je suis optimiste quant à l'avenir de cette activité : elle peut à la fois devenir une source significative d'alimentation locale et aider à transformer le paysage urbain, en l'embellissant. Elle est aussi un moyen intelligent de se réapproprier le paysage urbain et postindustriel.
Peut-elle être créatrice d'emplois ?

Oui, car l'agriculture est l'un des rares secteurs économiques qui génère des emplois pour tous les niveaux de formation. Des chimistes aux économistes, en passant par les manutentionnaires et les commerçants dans la distribution, sans compter les cultivateurs. Plusieurs projets pilotes ont même prouvé qu'elle permettait la réinsertion dans le marché de l'emploi d'anciens détenus et de toxicomanes en cure de désintoxication. On oublie trop souvent que l'agriculture, c'est bien plus que la terre et les fermes. C'est toute une chaîne d'emplois.

Quel type d'exploitation devrait être privilégié ?

Des modèles sont actuellement à l'étude pour développer des fermes de 1 à 1,2 hectare qui permettent de tirer un salaire convenable. Nous ne connaissons pas avec exactitude la taille minimale qu'une exploitation doit avoir pour faire vivre un ménage. Dans une ville comme Detroit, il y a de la place pour tous les modèles, du lopin de terre de particuliers à des exploitations plus grandes et strictement commerciales.

En tout état de cause, à Detroit, il n'y a pas 20 000 fermiers en puissance qui pourraient ou voudraient cultiver l'ensemble des terres de la ville si elles étaient distribuées sous forme de petites parcelles. Et ce serait, de la même façon, une erreur de n'offrir ces terres qu'à des grandes exploitations car le réseau des jardiniers bénévoles a un impact énorme sur les communautés citadines. Outre le fait qu'il sert de ciment social, il permet à des centaines d'individus d'avoir des revenus additionnels. Enfin, les petites exploitations sont mieux à même de répondre à des demandes de produits particuliers (tomates cerises, asperges, etc.) pour lesquels le consommateur est prêt à payer le prix fort.